

l'amateur, du charlatan. Pourrait-on trouver meilleur exemple de la nécessité de faire étudier objectivement par un comité le problème aussi ardu que complexe du chômage?

Voilà les raisons pour lesquelles je me demande si le parti cécéliste, en présentant son sous-amendement, se soucie particulièrement du chômage, ou s'il le considère comme une arme pratique pour attaquer le Gouvernement et en obtenir des avantages imaginaires sur le plan politique? Car n'oubliez pas que seul le Gouvernement peut remédier au chômage; et pourtant, il dit que le chômage n'existe pas.

Je dirai que je me propose d'appuyer le sous-amendement pour les trois raisons suivantes: D'abord, et c'est la raison principale, j'aurai plus tard l'occasion de voter pour l'amendement qu'a proposé le député de Vancouver-Quadra (M. Green), lequel semble vouloir attaquer le problème qui, n'en déplaise au Gouvernement, existe réellement de l'avis de mon parti; deuxièmement, parce que l'amendement constate que le chômage pose un problème au Canada, ce que nie le Gouvernement; et, troisièmement, parce qu'il est vraiment inoffensif et ne peut faire de mal.

M. J. H. Blackmore (Lethbridge): Monsieur l'Orateur, on peut dire sans crainte d'erreur, me semble-t-il, qu'un pays possédant des ressources suffisantes et équipé de façon à transformer ces ressources en biens de consommation n'a nullement besoin du chômage et ne devrait nullement le tolérer.

Les discours prononcés des divers côtés de la Chambre m'ont vivement intéressé. Il semble que tous les députés sont d'avis qu'une certaine mesure de chômage au pays est tout à fait regrettable et que nous devrions tous faire en sorte de le supprimer. Ainsi donc, jusque-là, nous sommes tous du même avis.

Mais vient ensuite la question de savoir comment y parvenir, comment réussir à supprimer ce chômage. Il est question de nombreuses entreprises nouvelles qui fourniront du travail à un grand nombre d'hommes. On ignore, par exemple, si les emplois seront aussi nombreux que le nombre de ceux qui chôment ou si les entreprises en question exigeront le genre de main-d'œuvre actuellement sans emploi. Il faut courir ce risque. On reconnaît cependant qu'il y a peut-être là un moyen de se tirer d'embarras.

Puis-je appeler l'attention de tous les intéressés sur un point que nous admettons tous, je pense bien: quand la production est suffisante, que les ressources et la capacité de production sont suffisantes, ne devrait-on pas être en mesure de fournir un emploi à chacun au pays? Si nous ne sommes pas en mesure de fournir un emploi à chacun, ne devrions-nous pas être en mesure de lui fournir un

revenu? En effet, lorsqu'un pays peut produire suffisamment pour satisfaire aux besoins de tous ses citoyens, il devrait certes être possible de permettre à chacun d'obtenir sa part de la production ou, au moins, la part qui lui permettra de vivre confortablement. J'imagine que tous en conviendront. Tous conviendront que ce qui est matériellement possible devrait devenir financièrement possible. Si nous pouvons produire suffisamment pour approvisionner tout le monde, il devrait être possible d'une manière ou d'une autre de trouver les moyens financiers nécessaires pour permettre à tous d'obtenir une part équitable de cette production. Autrement, nous sommes en présence, n'est-il pas vrai, d'une situation qui paraît stupide.

Lorsque les Indiens occupaient notre pays, ils pouvaient vivre s'ils pouvaient se procurer assez de bisons et de poisson et de bois de chauffage. De nos jours, si nous pouvions produire assez de bisons et de poisson, nous devrions être capables de vivre. Afin de vivre, il nous faut toucher un revenu qui nous permette d'obtenir une part des denrées dont nous avons besoin. Je crois que jusqu'ici tous accepteront ce que j'ai dit.

Le problème qui se pose à nous est de rendre financièrement possible à tous l'accès à une bonne part de la production que nous pouvons réaliser. Il n'y a guère de doute que nous puissions produire assez de denrées alimentaires pour tous les Canadiens, surtout assez de denrées pour satisfaire aux grandes nécessités de l'existence, comme le blé, la crème, le beurre et les fruits, denrées qui, prises ensemble, répondent aux besoins de la vie.

Alors nous pourrions construire toutes les maisons nécessaires. Il est évident que nous pouvons fabriquer toutes les sortes de vêtements dont nous avons besoin. Il en est ainsi dans tous les domaines; nous pouvons produire presque toutes les denrées nécessaires à la vie et en quantité suffisante pour que tous les Canadiens en soient pourvus. Si nous ne le pouvons pas, c'est que quelque chose fait défaut dans notre système de distribution.

A propos du régime de distribution, la question de l'argent me vient à l'idée, car l'argent sert de moyen de distribution. Lorsqu'un homme ne peut se procurer d'argent, il ne peut obtenir de marchandises ou de services adéquatement. Par conséquent, toute la question se ramène à un problème financier, et c'est l'idée générale que s'en font les membres de notre groupe, le crédit social. Puisque nous les créditistes disons que ce problème est d'ordre financier, traitons-le comme tel, et voyons s'il n'existe pas quelque moyen de rendre possible du point de vue financier ce qui est matériellement possible.